

**Avis adopté**

Séance plénière du 14 juin 2023

*Les recommandations du CESE pour un contrat ambitieux entre l'agriculture et la société française*

**Déclaration du groupe Environnement et nature**

Un modèle qui ne serait plus financé à hauteur de 6,7 milliards d'euros par an, par des subventions publiques jugées néfastes pour la biodiversité, par l'inspection générale des finances ?

Un modèle agricole qui ne serait plus identifié par les scientifiques comme responsable de la disparition de 800 millions d'oiseaux depuis 40 ans et de 80 % des insectes en Europe ?

Un modèle agricole qui ne serait plus à l'origine de la disparition de 23 500 km de haies par an depuis 2017 ?

Un modèle agricole qui considère prioritaire l'enjeu du bien-être des agricultrices et agriculteurs. Finalement, sommes-nous trop utopistes de penser qu'un jour notre agriculture ne sera plus à l'origine de la disparition du vivant dont elle dépend pourtant intrinsèquement ?

Opérer un réel virage devient de moins en moins optionnel, au risque de compromettre notre capacité à nous nourrir demain. Notre vision de l'agriculture n'a jamais été aussi concrète et réaliste : Ce que nous défendons est un AUTRE modèle agricole dominant qui a réussi à dépasser une vision court-termiste basée sur la seule réponse technologique, au profit d'une agriculture fondée sur l'agronomie et l'écologie (grâce à la réappropriation des connaissances et savoirs faire des paysans). Ce modèle, à même de construire un avenir durable et équitable pour tous, est un système agroécologique répondant aux demandes élaborées collectivement et démocratiquement par les citoyens/consommateurs et les paysannes/paysans, respectueux de la santé et du bien-être animal, et fournissant une production alimentaire diversifiée, de qualité ainsi que des services environnementaux, sociaux et économiques aux territoires qu'ils font vivre. Ce modèle, qui apporterait une réelle qualité de vie aux agriculteurs, reconnaît également la multifonctionnalité de l'agriculture, et rémunère équitablement les paysans pour les services qu'ils rendent à la société.

Enfin, au sein de ce système, les filières sont raccourcies et relocalisées à des échelles pertinentes, favorisant leur autonomie alimentaire, l'emploi rural, la déspecialisation des territoires au profit d'un redéploiement de la polyculture élevage en plein air, dont les mutations auront permis d'accompagner la nécessaire diminution de la consommation des protéines animales. Les relations commerciales Nord-Sud sont rééquilibrées pour permettre aux filières locales de se développer et pour conditionner les importations de produits du Sud à une juste rémunération des paysan.ne.s et aux pratiques agroécologiques.

Politique agricole commune, Loi d'orientation agricole, Stratégie nationale Biodiversité, Stratégie nationale Bas Carbone, planification écologique, déclinaisons du pacte vert européen : ce ne sont pourtant pas les outils et les politiques agricoles qui manquent pour enclencher cette rupture

indispensable, mais plutôt le courage et la cohérence des pouvoirs publics pour en faire une pierre angulaire de la transformation de notre modèle agricole actuellement à bout de souffle.

Nous espérons que cet avis sera une manière d’y contribuer ! Merci Franck, merci Christophe, le groupe Environnement et nature a voté cet avis.